



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article433>

L'économie américaine à vau-l'eau

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : jeudi 18 septembre 2008

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

"Un pays pourvu de dirigeants avisés reconnaîtrait sa situation difficile, mettrait un terme à ses guerres inutiles, et réduirait son énorme budget militaire, qui dépasse celui du reste du monde. Mais un pays dont l'objectif en politique étrangère est l'hégémonie mondiale continuera sur la voie de la destruction jusqu'à ce que le reste du monde cesse de financer son existence."

L'ancien Sous Secrétaire au Trésor de Reagan rappelle les fondamentaux de cette crise financière : ce sont les vertigineux déficits jumeaux du budget et de la balance US, aggravés selon lui par les délocalisations, qui sont à l'origine d'une économie de la dette. C'est sur ce recours perpétuel au crédit et au recyclage des capitaux étrangers qu'a prospéré un secteur financier hypertrophié, autorisé à tous les excès par la grâce de la dérégulation. C'est ce mécanisme qui maintient à flot les USA et leur permet de se lancer dans de ruineuses aventures militaires. En mettant à mal la confiance accordée à la signature de la maison USA, la crise actuelle pourrait mettre fin à cette illusion de richesse, intenable à long terme.

On nous avait promis une « nouvelle économie » faite de haute technologie, où les services exportables à haute valeur ajoutée prendraient la place de l'industrie perdue dans les délocalisations. En étudiant ce qu'est devenue cette « nouvelle économie », le Offshoring Research Network de la Duke University l'a retrouvée outre mer. C'est ainsi : les activités de la « nouvelle économie » sont elles aussi assurées en sous-traitance à l'étranger.

Les centres d'appels téléphoniques, l'activité informatique, les back-offices et les industries ont déjà depuis longtemps été délocalisés. Aujourd'hui les activités à forte valeur ajoutée telles que la recherche et le développement, l'ingénierie, la conception de produits et les services d'études sont eux aussi transférés à l'étranger. Il ne reste plus que la finance, et elle est en train de s'effondrer sous nos yeux.

Les Banques d'affaires indépendantes sont en train de disparaître, comme Merrill Lynch, Bear Stearns, Lehman Brothers. Ces vénérables institutions étaient insuffisamment capitalisées en regard des risques qu'elles ont pris. Merrill Lynch est maintenant rachetée par la Bank of America et Lehman Brothers appartient désormais au passé.

La déréglementation financière menée de façon inconsidérée a conduit à une concentration accrue et non pas à des marchés plus efficaces. Les banques régionales indépendantes, qui centraient leur activité sur le financement des entreprises locales, tout comme les caisses d'épargne, qui connaissaient le marché immobilier de leur région, ont été remplacées par de grands établissements qui ont titrisé des risques mal calculés pour les revendre dans le monde entier.

Les régulations étaient devenues trop fortes. Le balancier est alors revenu en arrière. La déréglementation est alors devenue une idéologie et un facilitateur pour la cupidité.

La déréglementation du secteur de l'énergie électrique nous a donné Enron.

La déréglementation du secteur aérien a détruit des compagnies américaines célèbres, comme la Pan Am, a réduit le nombre d'entreprises et entraîné une baisse de la qualité du service. Quand les compagnies aériennes étaient réglementées, elles pouvaient se permettre de conserver des appareils en réserve, et les annulations de vols étaient rares. Aujourd'hui, la logique de la rentabilité à tout prix interdit de garder des appareils en attente, et les problèmes mécaniques se traduisent par des annulations de vol. Quand les économistes calculent les avantages de la

déréglementation, ils en ignorent de nombreux coûts induits.

Il n'y a désormais plus d'entreprises vraiment solides, ce qui signifie que les investissements en vue de la retraite se sont transformés en une loterie hasardeuse. Les américains s'en sont rendu compte, ce qui explique que les projets de privatisation des retraites financées par la sécurité sociale ne recueillent aucun soutien.

Si on analyse l'état réel de l'économie américaine, nous constatons que ce qui n'a pas été délocalisé est secouru par l'état. L'an dernier, le Département de l'Energie a été autorisé à faire 25 milliards de dollars de prêts à des fabricants d'automobiles et des fournisseurs de pièces détachées. La semaine dernière, le Secrétaire au Trésor a alloué 5 milliards de dollars à Fannie Mae et Freddie Mac.

Le Congressional Budget Office [1] indique que cette décision du Trésor implique « que les opérations de Fannie Mae et Freddie Mac devraient être directement incorporées dans le budget fédéral. » Leurs revenus devraient être traités comme des recettes fédérales, et leurs dépenses comme les dépenses fédérales. Si les premiers étaient supérieurs aux secondes, il n'y aurait alors aucune raison pour cette reprise par l'état.

La question qui se pose est celle-ci : qu'est-ce que ces nouvelles responsabilités impliquent pour la qualité des emprunts émis par le Trésor ?

Pour l'instant, cette question reste ignorée. La pratique traditionnelle qui consiste à aller chercher refuge vers le dollar et les bons du Trésor américains pendant les périodes d'incertitudes et de stress financier a renforcé la devise US et maintenu des taux d'intérêt bas. Mais tôt ou tard, le déficit budgétaire des États-Unis, qui est aggravé par la récession et par ces opérations de renflouement, et d'autre part l'énorme déficit commercial qui nécessite d'attirer les dollars détenus à l'étranger en direction des actifs et des produits financiers américains, se traduiront par une réaction des investisseurs internationaux qui diminueront alors le volume de leurs avoirs en dollar.

Lorsque ce moment arrivera, les taux d'intérêt américains devront augmenter pour que le gouvernement puisse continuer à compter sur l'étranger pour attirer les capitaux provenant des surplus des pays exportateurs afin de financer le déficit budgétaire des États-Unis.

Les problèmes financiers actuels ont donc pour arrière-plan ces autres problèmes encore plus préoccupants que sont les déficits du budget et du commerce extérieur. Les biens et services destinés aux marchés US que les sociétés délocalisées sous-traitent à l'étranger reviennent sous forme d'importations qui augmentent le déficit commercial américain. Délocaliser la production réduit le PIB et l'emploi aux États-Unis et augmente le PIB et l'emploi à l'étranger. Délocaliser la production réduit la capacité exportatrice de l'économie américaine tout en augmentant la facture des importations.

Comment mettre fin au déficit commercial ? Une solution consisterait en une dévaluation du dollar, qui réduirait les revenus réels des consommateurs américains et ne leur permettrait plus d'acheter les biens et services importés.

Comment venir à bout du déficit budgétaire lorsque les emplois sont en voie de disparition et que le PIB (c'est-à-dire la base des ressources fiscales) est transféré à l'étranger ?

Pas par des impôts plus élevés. Des impôts plus élevés sont problématiques pour une économie en récession où le chômage, lorsqu'il est correctement mesuré, est déjà à deux chiffres.

Certains ont imaginé que le déficit budgétaire pourrait être jugulé par le démantèlement des programmes

d'assurance santé. Toutefois, compte tenu du coût de l'assurance privée, ce serait catastrophique pour des dizaines de millions d'Américains âgés.

La solution la plus probable consisterait à effectuer un « raid » sur les fonds de pensions. Alicia Munnell, Secrétaire adjointe au Trésor chargée de la politique économique de l'administration Clinton, fait valoir que les fonds de pensions doivent faire face à un prélèvement pour compenser le fait que les montants qui y sont épargnés sont exempts d'impôt. Je m'attends à ce que le gouvernement fédéral, confronté à sa propre faillite, ressuscite cet argument, car il offre une solution préférable à la planche à billet utilisée par les républiques bananières ou l'Allemagne de Weimar.

Au 21ème siècle, l'économie américaine a été soutenue par l'expansion de la dette, et non par la croissance du revenu réel. Les économistes ont mis en avant les gains de productivité des États-Unis, mais il n'y a pas de donnée indiquant que l'augmentation de la productivité ait augmenté les revenus des ménages, ce qui signale qu'il y a un problème avec les statistiques sur la productivité. Avec des ménages surendettés, pour lesquels la valeur de leur patrimoine le plus important - le logement - est en baisse, le consommateur américain ne sera pas à l'origine d'une reprise économique.

Un pays pourvu de dirigeants avisés reconnaîtrait sa situation difficile, mettrait un terme à ses guerres inutiles, et réduirait son énorme budget militaire, qui dépasse celui du reste du monde. Mais un pays dont l'objectif en politique étrangère est l'hégémonie mondiale continuera sur la voie de la destruction jusqu'à ce que le reste du monde cesse de financer son existence.

La plupart des Américains, y compris les candidats à l'élection présidentielle et les médias, ne savent pas qu'aujourd'hui le gouvernement des États-Unis, à cette minute même, n'est pas en mesure de financer cette journée de fonctionnement et doit compter pour ce faire sur les étrangers qui achètent ses bons du Trésor. Le gouvernement leur paie les intérêts grâce à la vente de nouveaux bons, et lorsque ceux-ci arrivent à échéance, le gouvernement les rembourse en vendant à nouveau des bons. Le jour où les étrangers cesseront d'acheter les bons du Trésor sera le jour où le peuple américain et son gouvernement seront ramenés à la réalité.

Une telle situation financière n'est pas celle d'une superpuissance.

Le sort que connaît aujourd'hui Lehman Brothers préfigure-t-il le destin de l'Amérique de demain ?

[Publication originale Vdare](#), traduction [Contre Info](#)

â€”

[1] Ndt : le Congressional Budget Office est l'équivalent de la Cour des Comptes.

[Autre approche du problème](#)